

Punition collective envers les Palestiniens de Cisjordanie

lundi 30 juin 2014, par [COURT Mireille](#) (Date de rédaction antérieure : 26 juin 2014).

Les Palestiniens de Cisjordanie sont en train de subir une punition collective à grande échelle, qui commence à ressembler à l'opération « Defensive shield » de 2002, quand les Israéliens avaient réoccupé toutes les villes de Cisjordanie. Officiellement il s'agit de retrouver les 3 colons enlevés.

Les rues de Ramallah, de Jenin et d'autres villes, grouillent de soldats qui entrent de force dans les maisons, brisent tout sur leur passage, frappent les habitantEs. Hebron est littéralement en état de siège. Déjà quatre Palestiniens, dont un enfant de 14 ans, armés de leur seule colère, ont été abattus froidement, des centaines ont été arrêtés, dont 50 prisonniers qui avaient été libérés lors de l'échange avec Gilad Shalit à la fin 2011. Des dizaines d'ordres de détention administrative, synonyme d'emprisonnement sans droits et sans jugement, ont déjà été prononcés.

Neuf députés ont été arrêtés, dont le président du Parlement palestinien, membre du Hamas. Les associations et les centres culturels sont perquisitionnés, leurs équipements détruits. À Bethléem, le centre culturel IBDA du camp de réfugiés de Deheishe a été envahi, et son directeur Khaled ligoté avec un bandeau sur les yeux, les ordinateurs emportés, et les trophées sportifs qui faisaient la fierté du centre brisés. Il est pourtant évident que ces centres n'ont aucun rapport, ni de près ni de loin, avec l'enlèvement des colons. Proche de Ramallah, l'université de Birzeit a aussi été envahie et ses locaux dévastés... sans réaction des universités israéliennes. Gaza subit des bombardements quotidiens qui terrorisent la population.

S'il était encore nécessaire de le dire, les accords d'Oslo de 1993, avec sa zone A soi-disant sous contrôle palestinien, sont bien morts et enterrés.

Un prétexte

Le Premier ministre israélien, et son entourage d'extrême droite comme Avigdor Lieberman, étaient furieux depuis des mois. En avril, le Fatah a signé un accord de réconciliation avec le Hamas et un gouvernement d'unité nationale a été nommé. Hamas, cette « organisation terroriste » dont l'élection en 2006 avait servi de prétexte au blocus de la bande de Gaza, fait donc maintenant partie de ses interlocuteurs. Inacceptable pour le gouvernement israélien qui ne veut plus négocier avec l'Autorité palestinienne (AP).

Mais Netanyahu a une autre épine dans le pied : la diplomatie US, longtemps totalement acquise et soutien indéfectible à toutes les exactions d'Israël, s'est mise à émettre de timides réserves ! Les critiques sur l'amplification de la colonisation et l'absence de progrès dans les négociations ont été violemment rejetées par Netanyahu.

L'affaire de l'enlèvement a fourni une occasion saisie au vol pour essayer de briser la nouvelle et fragile unité palestinienne, en désignant immédiatement le Hamas comme responsable, bien que le Hamas n'ait à aucun moment revendiqué cet enlèvement. Elle place aussi l'AP dans une position

plus que délicate.

Après avoir offert toute sa coopération pour retrouver les colons, la police palestinienne a mis à la disposition de l'armée occupante un poste de police à Ramallah, ce qui a révolté de nombreux Palestiniens, qui ont caillassé le local.

Grève de la faim

L'agression israélienne se déroule au moment où environ 200 prisonniers, dont certains au 58^e jour de la grève de la faim, sont dans un état critique. Pendant que la Croix rouge internationale (CICR) garde un profond silence, ce qui exaspère les associations de soutien aux prisonniers, pendant que l'Europe tourne la tête et fait le mort, le Parlement israélien s'active : il faut voter en urgence une loi autorisant les autorités pénitentiaires à nourrir de force les grévistes de la faim, malgré les conventions internationales qui l'interdisent.

Pendant ce temps, l'AP s'emploie à empêcher et réprimer les manifestations de soutien aux prisonniers, ce qui, dans le contexte actuel de réoccupation, ne va pas tarder à devenir intenable pour elle.

Palestiniens d'Israël

Après avoir expliqué sans ambiguïté qu'elle était personnellement contre les enlèvements, la députée à la Knesset Haneen Zoabi, élue de Balad, a remis les pendules à l'heure en déclarant « *Il n'est pas incompréhensible que dans une situation d'occupation, alors qu'Israël kidnappe tous les jours des détenus palestiniens, il y ait des kidnappings. Cela fait partie de la lutte contre l'occupation qui est légitime* ». Elle a ajouté « *Je fais porter toute la responsabilité de ces enlèvements au gouvernement israélien* », ce qui n'a pas manqué de mettre en fureur la droite et l'extrême droite de la Knesset, Lieberman la traitant de terroriste alors que l'armée israélienne vient de kidnapper des centaines de membres et sympathisants supposés du Hamas.

Comme écrit Michel Warschawski dans un article de soutien à Haneen Zoabi : « *Répétons avec Haneen Zoabi : l'occupation provoque la résistance et la résistance n'est pas seulement un droit, c'est un devoir. On peut être en désaccord avec la méthode du kidnapping, mais cela fait partie de la lutte légitime contre l'occupation coloniale* ».

Mireille Court

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 248 (26/06/2014). <http://www.npa2009.org>